



COMMENT NOS GOUVERNEMENTS PEUVENT ASSURER UN AVENIR SÛR, SAIN ET SOUTENABLE

QUATRE PRIORITÉS POLITIQUES POUR LA BELGIQUE

Le dernier "Rapport Planète Vivante" du WWF indique que 60 % des populations d'espèces sauvages ont disparu ces 40 dernières années et que sous nos yeux se déroule la sixième extinction de masse, comparable à celle qui a vu disparaître les dinosaures il y a 65 millions d'années. En parallèle, une multitude de constats scientifiques confirment que le climat se dérègle. Nous sommes en train de détruire la planète, mettant en danger notre qualité de vie actuelle et future, celle des générations à venir et celle d'innombrables autres espèces qui la partagent avec nous.

Il est de notre devoir d'agir car, malgré l'ampleur de la menace, il est encore temps de renverser la tendance et de limiter les dégâts. Les cinq à dix prochaines années seront pour cela décisives. Le WWF appelle à l'action immédiate. Agir pour le climat et arrêter le déclin de la biodiversité, telles sont nos deux priorités absolues.

Nous avons une responsabilité partagée, mais n'avons pas tous le même impact: les décideurs politiques détiennent des leviers uniques pour accélérer et amplifier les changements engagés par les citoyens, les associations, les entreprises, les chercheurs, ...



Si nous voulons agir et avoir un impact sur le climat et la biodiversité, il est urgent d'actionner ces leviers. Les élections fédérales, régionales et européennes de mai 2019 s'avèrent donc essentielles pour enclencher les transformations qui s'imposent et déterminantes pour notre avenir et celui des autres êtres vivants.

Les partis politiques ont beau se différencier sur de nombreux points, ils n'ont pas le choix : tous doivent œuvrer à l'état de la planète, notre maison commune à tous. Nous constatons pourtant que, bien qu'elle soit intimement connectée aux principaux défis que le monde affronte aujourd'hui, la nature est trop rarement au cœur des débats politiques. Pourtant, la nature c'est l'air que l'on respire, l'eau que l'on boit, la nourriture que l'on consomme. La nature, ce sont des protections naturelles contre les inondations, la montée des eaux et l'érosion des sols. La nature, c'est une réserve précieuse de matières premières, de plantes qui guérissent, d'espaces de ressourcement, de bien-être, d'émerveillement, de lieux d'apprentissage, d'inspiration, ... la liste est infinie.

Ne l'oublions pas : nous avons besoin de la nature. Nous serons là pour le rappeler tout au long de la campagne électorale, et après.

La tâche est immense. Il n'est pas facile de choisir par où commencer. Aussi, pour aider nos prochains gouvernements, nous avons identifié quatre actions politiques concrètes à développer chez nous :

- **Agir pour le climat;**
- **Mettre fin au commerce illégal du bois et des espèces sauvages;**
- **Soutenir une agriculture saine pour les humains et la nature;**
- **Donner plus de place à la nature.**

Nous comptons sur votre engagement pour relever ces défis dans les cinq prochaines années et sommes à votre disposition pour les faire avancer ensemble.

Antoine Lebrun,
Directeur du WWF-Belgique



PRÉPARER L'AVENIR

Le changement climatique est bel et bien là : ces derniers mois, des ouragans d'une force exceptionnelle, des températures extrêmes et des pluies diluviennes n'ont épargné aucune région du globe. **Nous poussons notre planète au bout de ses ressources** et les impacts sur notre bien-être, notre santé et notre économie se font de plus en plus ressentir.

Dans son rapport de 2017, le Forum Économique Mondial a identifié que **cinq des dix plus grands risques pour l'économie sont liés à l'environnement et au changement climatique**, augmentant tant en probabilité qu'en impact.

Parce que le changement climatique n'a aucune frontière, chaque pays doit faire sa part pour, ensemble, **maintenir l'augmentation de la température moyenne mondiale à maximum 1,5 °C**, comme le prévoit l'Accord de Paris.

On sait qu'**il est encore temps d'agir pour préserver un climat viable** pour nous et pour toutes les autres espèces avec lesquelles nous partageons la planète et la décennie qui s'annonce sera déterminante. On sait aussi que **des modifications considérables de notre environnement sont déjà en route**, qu'on ne pourra plus les éviter mais qu'**on peut en limiter l'impact**. Il faut donc préparer l'avenir.

En Belgique, cela passe par deux priorités : se doter d'un **cadre réglementaire pour ancrer l'action climatique dans la loi et le long terme** et **arrêter de soutenir les énergies fossiles avec l'argent public**.

Une "loi climat" assurerait que les objectifs à court-terme de chaque législature permettent d'avancer vers l'objectif à long terme du pays, **qui est la neutralité en émissions de CO₂ bien avant 2050**. Elle permettrait aussi à chaque secteur de pouvoir anticiper et amorcer les changements nécessaires et de développer de nouveaux potentiels économiques.

Quant aux subventions aux énergies fossiles, il y a de plus en plus d'engagements au niveau mondial pour les supprimer. En Belgique comme ailleurs, **les milliards d'euros dépensés chaque année dans ces énergies polluantes doivent aller plutôt vers des secteurs de solution et d'adaptation au changement climatique**.

DEUX FACES D'UNE MÊME PIÈCE

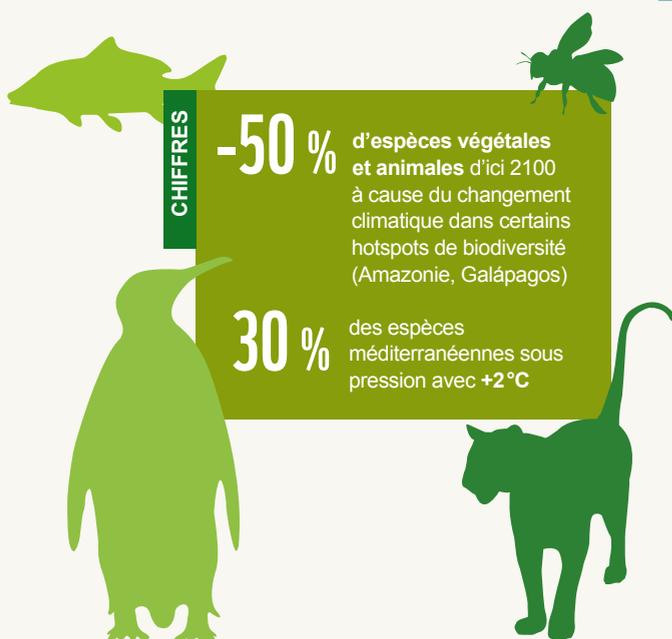
Le changement climatique et la perte de biodiversité se renforcent mutuellement.

D'un côté, le changement climatique constitue l'une des cinq grandes menaces pour la biodiversité.

De l'autre, la biodiversité joue un rôle très important dans la stabilité du climat.

La moitié de nos émissions de gaz à effet de serre est en effet absorbée par les plantes et les océans.

L'autre moitié s'accumule dans l'atmosphère et y renforce l'effet de serre.



FOCUS BELGIQUE

2,3 °C de plus en moyenne en Belgique (par rapport à il y a 200 ans)

1/5 D'après l'Agence européenne de l'Environnement, la Belgique va rater 1/5 de son objectif de réduction des émissions pour 2030

POURQUOI IL FAUT ARRÊTER DE SUBVENTIONNER LES ÉNERGIES FOSSILES

- ces énergies contribuent massivement au changement climatique : **40 milliards de tonnes de CO₂ sont libérées dans l'atmosphère** chaque année ;
- leur extraction génère souvent des impacts négatifs sur le plan social et environnemental ;
- elles nous rendent dépendants d'autres pays comme la Russie, l'Arabie Saoudite, le Qatar, le Nigeria ;
- elles pèsent énormément sur le trésor public : au moins **112 milliards d'euros par an** en Europe et au moins **2,7 milliards d'euros par an** en Belgique ;
- ces sommes ne peuvent donc pas être investies pour transformer tous les secteurs de notre société et aider notre pays à devenir neutre en CO₂ avant 2050 ;

Cela met en péril notre capacité à atteindre nos objectifs climatiques.

1 % du PIB mondial/an : prix pour lutter contre le changement climatique aujourd'hui.

20 % du PIB mondial/an : coût du changement climatique si on ne fait rien.

POUR AGIR POUR LE CLIMAT, LE WWF DEMANDE AU PROCHAIN GOUVERNEMENT DE :

1. Assurer que la Belgique soit neutre en CO₂ bien avant 2050

Des réglementations doivent être adoptées aux niveaux fédéral et régional, afin de garantir la neutralité en émissions de CO₂ dans notre pays, bien avant 2050.

Ces textes doivent au minimum contenir :

- des objectifs de réduction des émissions à long terme et intermédiaires ;
- la mise en place d'un 'Conseil Climat' indépendant, composé d'experts qui conseillent tous les gouvernements, consultent les parties prenantes et rapportent les progrès accomplis aux parlements et dont les recommandations sont suivies par les gouvernements ;
- un plan de réalisation avec des mesures concrètes, revu et amélioré tous les 5 ans (en ligne avec l'Accord de Paris) ;
- un plan d'investissement sur 5 ans et un budget annuel, adaptés au plan de réalisation et incluant les frais liés au 'Conseil Climat' ;
- une procédure contraignante en cas de non-respect de la réglementation.

2. Mettre fin aux subventions aux énergies fossiles

Trois axes prioritaires :

1. utilisation de la définition de 'subvention aux énergies fossiles' de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) par l'ensemble des autorités du pays, pour garantir une cohérence ;
2. assurer la transparence des données sur le soutien financier gouvernemental aux énergies fossiles par le biais d'un inventaire annuel, contrôlé par le parlement compétent ;
3. mettre en place un plan d'action assorti d'un calendrier pour l'élimination des subventions aux énergies fossiles d'ici 2025 au plus tard. Ce plan inclut des mesures sociales et d'éventuelles autres mesures pour accompagner la transition énergétique, tout en mettant l'accent sur l'utilisation du potentiel en énergies renouvelables.

AVANCER ENSEMBLE

Notre experte est disponible pour vous aider

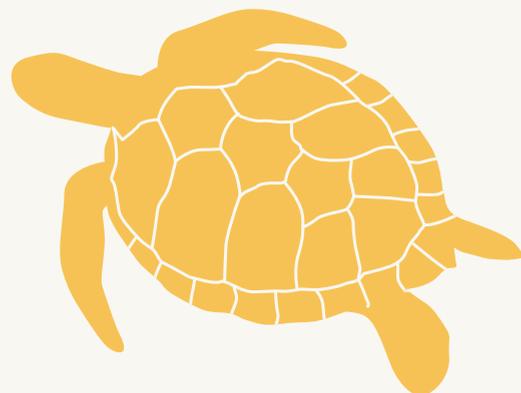


Julie VANDENBERGHE

Chargée des politiques Climat

Julie.Vandenberghe@wwf.be

+32 (0)2 340 09 63



AGIR CONTRE UN TRAFIC MONDIAL ILLÉGAL

Le braconnage et le trafic d'espèces sauvages menace la survie d'espèces en danger aussi bien dans les tropiques qu'en Europe. Ensemble, ils font partie des **10 commerces illégaux internationaux les plus lucratifs (entre 4 et 20 milliards d'euros chaque année)**, tout comme celui de la drogue, des armes illégales, de la contrefaçon et du trafic d'êtres humains.

Les crimes liés aux espèces sauvages sont souvent dirigés par des **réseaux internationaux organisés et criminels**, qui sont attirés par les **grands profits** et les **faibles risques** encourus. Au-delà de l'impact sur la vie sauvage, ces crimes alimentent la violence et la corruption et ils constituent une menace pour la paix, le développement et la sécurité, au détriment des populations locales. Ce trafic prive en outre les pays en voie de développement de 8 à 23 milliards d'euros par an.

En ce qui concerne les forêts, **l'abattage illégal cause la dégradation des habitats forestiers et la déforestation de forêts à haute valeur écologique**, comme en Amazonie, dans le bassin du Congo et dans les forêts anciennes des Carpates. La perte des forêts engendre par ailleurs **12 % des émissions de gaz à effet de serre**, réduit l'habitat de plus de **50 % de la biodiversité terrestre** et affaiblit les **fonctions protectrices des forêts** (protection contre l'érosion et les inondations, stockage de carbone, etc).

Le commerce d'espèces sauvages et de bois est **réglementé** (par la CITES au niveau mondial et le RBUE en Europe) et chaque pays de transit ou de consommation doit jouer son rôle en veillant à l'application robuste de ces lois, ce qui doit être le cas en Belgique.

AGIR EN BELGIQUE A UNE VÉRITABLE VALEUR AJOUTÉE

L'aéroport de Bruxelles-National et le port d'Anvers sont des zones d'arrivage et de transit très importantes en termes de quantités de biens qui y circulent. Au cœur de l'Europe, la Belgique est une plaque tournante.

TRAFICS PRINCIPAUX

- Médicaments à base de plantes
- Ivoire
- Hippocampes
- Reptiles

BOIS ET BOIS ILLÉGAL

- 6^e importateur européen de bois et papier
- 1^e importateur européen de bois tropical
- 4,46 millions d'ha de forêts dans le monde fournissent notre marché chaque année
- Dont 17% issus de pays à risque élevé d'exploitation illégale des forêts

LE PANGOLIN

EST L'ANIMAL LE PLUS
BRACONNÉ AU MONDE:
1 MILLION D'ANIMAUX TUÉS
ENTRE 2000 ET 2013
POUR LEURS ÉCAILLES
ET LEUR VIANDE



CHAQUE ANNÉE

> 20 000 éléphants et > 1 000 rhinocéros
sont tués pour leur ivoire ou leur corne



15-30 %

DU BOIS EXPLOITÉ
MONDIALEMENT
EST ILLÉGAL

50-90 %

DU BOIS EXPLOITÉ DANS
LES PRINCIPAUX PAYS
TROPICAUX EST ILLÉGAL

LA PERTE DE FORÊTS
ANNUELLE
REPRÉSENTE **2x**
LA BELGIQUE



POUR METTRE FIN AU COMMERCE ILLÉGAL DU BOIS ET DES ESPÈCES SAUVAGES, LE WWF DEMANDE AU PROCHAIN GOUVERNEMENT DE :

- 1. Élaborer et mettre en œuvre un plan d'action national visant à arrêter le commerce illégal du bois et des espèces sauvages en Belgique ;**

Le plan définit des priorités claires sur base des principaux risques, fournit les ressources nécessaires aux services de la justice (dont les magistrats et tribunaux spécialisés), à la police (notamment pour renforcer le service environnement de la police fédérale), aux douanes et aux services de l'environnement ainsi qu'une coordination et une coopération efficaces entre ces services, aux niveaux fédéral et régional ;

- 2. Renforcer les investigations et les contrôles, en particulier aux principaux points d'entrée et de transit, mais également sur internet ;**

- 3. Appliquer des sanctions fermes en cas de violations des législations concernées, en particulier CITES et RBUE ;**

- 4. Suivre les évolutions du marché du commerce illégal d'espèces et adopter de nouvelles techniques et outils pour détecter les produits (p.ex. analyses isotopiques et analyses d'ADN) ;**

- 5. Sensibiliser les consommateurs et les entreprises pour éviter le commerce de produits illégaux.**



AVANCER ENSEMBLE

Nos expertes sont disponibles pour vous aider



Sofie RUYSSCHAERT

Chargée des politiques Vie Sauvage

Sofie.Ruysschaert@wwf.be

+32 (0)2 340 09 85



Béatrice WEDEUX

Chargée des politiques Forêts

Beatrice.Wedeux@wwf.be

+32 (0)2 340 09 82



SE NOURRIR SANS DÉTRUIRE

Le modèle agricole dominant - largement dépendant d'intrants tels que les combustibles fossiles, les engrais chimiques et les produits phytopharmaceutiques - **génère des impacts dévastateurs sur la nature**. C'est vrai pour notre système agro-alimentaire belge, **qui impacte à la fois l'environnement ici, chez nous, mais également à l'étranger**, par le biais de **nos importations**. En effet, une très grande partie de la nourriture que nous consommons est importée et nous avons donc déplacé les impacts de la production agricole vers d'autres territoires. Notre consommation de matières premières telles que le soja (essentiellement pour nourrir le bétail), l'huile de palme et le cacao contribue à la déforestation et la dégradation d'habitats précieux sur d'autres continents, particulièrement en Amérique latine et en Asie du Sud-Est.

Pourtant, **une agriculture durable a le potentiel de préserver l'environnement** au lieu d'épuiser les ressources naturelles. Elle préserve les écosystèmes et crée **des habitats naturels**, améliore **la fertilité du sol**, agit comme un **puits de carbone**, prévient les **inondations et l'érosion** et a un **impact culturel et social important**, en offrant des paysages variés, qui inspirent les gens et les incitent à prendre soin de la nature.

De plus, des études récentes indiquent que le passage vers une agriculture durable augmenterait l'emploi, améliorerait les conditions de travail et réduirait les coûts environnementaux et de santé.

Il est essentiel d'aller en Belgique vers **un modèle agricole qui fournit des aliments sains et nutritifs**, qui permet **une nature en bonne santé** et **une résilience au changement climatique**, en incluant les petites et moyennes exploitations agricoles et en passant par des circuits courts. La Belgique doit également **garantir que les produits importés n'aient pas été cultivés au détriment de forêts et autres habitats précieux**, de toutes les espèces qui y vivent et des populations autochtones qui en dépendent.

EN BELGIQUE



PESTICIDES

5,6 kg

de pesticides par hectare agricole, soit **2x** la moyenne européenne

CLIMAT

10,4 %

des émissions de gaz à effet de serre en Belgique proviennent de l'agriculture et surtout de l'élevage

5^{ème}

plus gros secteur d'émissions en Flandre

4^{ème}

plus gros secteur d'émissions en Wallonie

FERTILITÉ DES SOLS

Les pratiques agricoles actuelles et les engrais détruisent les sols, augmentent le risque d'érosion et polluent les eaux.

NATURE

Entre 1990 et 2017 :

55 %

des oiseaux liés aux milieux agricoles ont disparu en Wallonie

5

des 11 espèces d'oiseaux typiques des prairies sérieusement menacées en Flandre

EMPLOIS AGRICOLES

Entre 1980 et 2017 :

68 %

des fermes ont disparu

62 %

des emplois ont disparu

3x

augmentation de la taille des exploitations

20 %

DES PRAIRIES PERMANENTES ONT DISPARU DEPUIS 1990

Les prairies permanentes sont des lieux très importants pour la faune et la flore. Elles sont menacées par les cultures industrielles de maïs, de betteraves et de pommes de terre.

DANS LES TROPIQUES

CONVERSION DE FORÊT EN ZONE AGRICOLE

- Principale cause de **perte de biodiversité** dans les tropiques (-89% depuis 1970)
- Est une menace pour **1,6 milliard d'humains** qui dépendent directement de la forêt (nourriture, abri, combustible)
- La déforestation émet plus de CO₂ que toute l'Union européenne

SOJA, PALMIER À HUILE & BÉTAIL

MENACES PRINCIPALES POUR 166 MILLIONS HA DE FORÊT TROPICALE D'ICI 2030

ORANG OUTAN

DEPUIS 1999, LA MOITIÉ DES ORANG OUTANS DE BORNÉO A DISPARU, DÙ À LA CULTURE DE PALMIER À HUILE

JAGUAR & FOURMILIER GÉANT
ESPÈCES EMBLÉMATIQUES MENACÉES PAR LA CULTURE DU SOJA AU BRÉSIL

IMPORTATIONS DEPUIS LES TROPIQUES VERS LA BELGIQUE

SOJA

1,8

million de tonnes de soja

60 %

provient du Brésil et de l'Argentine

8^{ème}

importateur européen de soja

HUILE DE PALME

460 000

tonnes d'huile de palme provenant surtout d'Indonésie et de Malaisie

5^{ème}

importateur européen d'huile de palme

POUR SOUTENIR UNE AGRICULTURE Saine POUR LES HUMAINS ET LA NATURE, LE WWF DEMANDE AU PROCHAIN GOUVERNEMENT DE :

1. Adopter et mettre en œuvre des plans stratégiques régionaux ambitieux dans le cadre de la nouvelle politique agricole commune (PAC). Ces plans stratégiques prévoient de :

- Utiliser 50% des subventions européennes pour **soutenir la transition** vers une agriculture plus respectueuse de la nature;
- Inciter financièrement les agriculteurs à **entretenir des prairies permanentes ainsi que les éléments naturels du paysage rural** (haies, arbres, mares, etc.) pour accroître la biodiversité et la résilience au changement climatique;
- Soutenir la **désintensification de l'élevage** à travers une plus grande autonomie alimentaire, notamment par le pâturage et le développement de cultures légumineuses locales.

2. Élaborer et mettre en œuvre des plans d'action régionaux pour des élevages plus durables. Ces plans prévoient de :

- Mettre en place **une plateforme transversale** (avec les filières agricoles, de la santé publique, de la recherche et l'innovation, de l'environnement et les associations de consommateurs) pour accompagner la transition du secteur de l'élevage;
- Promouvoir **un système d'exploitation agricole mixte** (type polyculture-élevage) et lié au sol;
- Former et soutenir financièrement les agriculteurs qui souhaitent **se convertir à des systèmes d'élevage à moindres intrants** (produits phytopharmaceutiques, engrais chimiques et aliments concentrés).

3. S'assurer que les importations belges (entre autres d'huile de palme, de cacao et de soja) ne génèrent plus de déforestation et de destruction d'habitats naturels :

- Mettre en place et soutenir des **plateformes transversales** (avec des représentants des gouvernements, du secteur privé et d'ONG) visant à renforcer les engagements, la durabilité et la transparence des différentes filières de commodités potentiellement liées à la déforestation;
- Fournir une **assistance financière et technique aux pays producteurs** afin de découpler leur production agricole de la déforestation et la dégradation des forêts, tout en améliorant la gouvernance et le respect des droits des peuples autochtones;
- Élaborer **une réglementation et un plan d'action de lutte contre la déforestation** et la dégradation des forêts au niveau européen, ensemble avec les autres États membres.

AVANCER ENSEMBLE

Nos expertes sont disponibles pour vous aider



Monica SCHUSTER

*Chargée des politiques
Alimentation et Agriculture*

Monica.Schuster@wwf.be

+32 (0)2 340 09 24



Béatrice WEVEUX

Chargée des politiques Forêts

Beatrice.Weveux@wwf.be

+32 (0)2 340 09 82



DONNER PLUS DE PLACE À LA NATURE

DONNER À LA NATURE ET RECEVOIR D'ELLE

Comme le montre notre **dernier 'Rapport Planète Vivante'**, les populations d'espèces sauvages ont décliné de 60 % en 40 ans - la biodiversité mondiale est en déclin sévère, et ce phénomène s'observe aussi chez nous. Il est donc essentiel de trouver de nouvelles solutions pour préserver les espèces et les écosystèmes. Cela passe par le fait d'accorder plus de place à la nature. Pour ce faire, il faut bien sûr des zones protégées mais il faut aussi que ces 'noyaux de biodiversité' soient connectés entre eux pour permettre aux espèces de se déplacer. Ces zones, appelées 'connexions naturelles' offrent une multitude d'avantages et permettent aussi de s'adapter au changement climatique.

Dans un pays fortement urbanisé comme la Belgique, instaurer et/ou maintenir suffisamment de connexions naturelles est un défi. Et pourtant, elles sont essentielles aux espèces ainsi qu'à la bonne santé et la résilience de la nature qui nous entoure, ce qui à son tour est profitable aux Belges, qui peuvent bénéficier de tous ses bienfaits.

Un travail important est donc nécessaire pour connecter les zones naturelles (protégées ou non) entre elles, sur terre mais aussi à la côte. En effet, des zones naturelles 'terre-mer' combinées jouent un rôle essentiel de protection contre la montée des eaux, permettent de stocker du CO₂, offrent un espace de stockage de l'eau douce, arrêtent la salinisation de l'eau souterraine, abritent une biodiversité unique et constituent un important patrimoine culturel.

LES ZONES 'TERRE-MER'

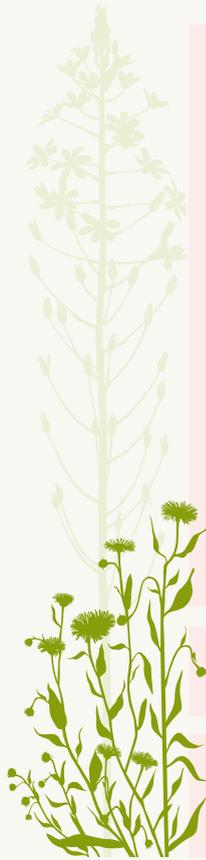
- elles protègent contre la montée des eaux ;
- elles stockent du CO₂ ;
- elles stockent de l'eau douce ;
- elles forment une barrière contre la salinisation de l'eau souterraine ;
- elles abritent une biodiversité unique ;
- elles constituent un patrimoine culturel important.

LES CONNEXIONS NATURELLES, TOUT UN ENSEMBLE

- elles permettent aux espèces de circuler et de se reproduire ;
- elles offrent abri et nourriture aux espèces ;
- elles filtrent les pollutions et protègent les zones noyaux de biodiversité ;
- elles améliorent la qualité de l'air et de l'eau ;
- elles stockent l'eau et protègent les zones urbanisées des inondations ;
- elles permettent aux espèces sauvages et aux humains de s'adapter au changement climatique ;
- elles favorisent les pollinisateurs et diminuent la quantité d'espèces nuisibles ;
- elles embellissent le paysage et contribuent à la qualité de vie et au tourisme ;
- elles offrent des zones récréatives et de mobilité douce.
- elles favorisent le retour d'espèces iconiques comme le loup, le chat sauvage et la loutre.



POUR DONNER PLUS DE PLACE À LA NATURE, LE WWF DEMANDE AU PROCHAIN GOUVERNEMENT DE :



1. Créer un réseau écologique en connectant les grandes zones naturelles entre elles, également à travers les zones vertes et les parcs en milieu urbain. Les caractéristiques de ce réseau :

- Il comprend de larges corridors, des zones tampons, des écoducs ainsi que des petits éléments de paysage existants ou à restaurer (arbres, haies, bandes fleuries, mares, etc);
- L'accent est mis sur la fonctionnalité du réseau pour la nature (permet le déplacement d'un maximum d'espèces animales, l'adaptation au climat, le stockage de l'eau) et pour les personnes (permet les loisirs, les bienfaits de la nature, la mobilité sûre);
- Natura 2000 et les réserves naturelles forment le point de départ, puis élargissement du réseau à des zones naturelles non protégées;
- Il y a une consultation interrégionale et internationale, le cas échéant, pour assurer les connexions entre des zones frontalières;
- Il se construit sur base d'une consultation des différentes parties prenantes.

2. Réaliser les importants projets de connexions naturelles dans la région Meuse-Rhin ;

3. Relier les zones protégées sur terre et en mer et délimiter des réserves naturelles 'terre-mer' (à Westhoek, à Lombardsijde, entre Wenduine et Zeebrugge, à Baai van Heist et au Zwin).

AVANCER ENSEMBLE



Nos expertes sont disponibles pour vous aider



Sofie RUYSSCHAERT

Chargée des politiques Vie Sauvage

Sofie.Ruysschaert@wwf.be

+32 (0)2 340 09 85



Sarah VANDEN EEDE

Chargée des politiques Océan

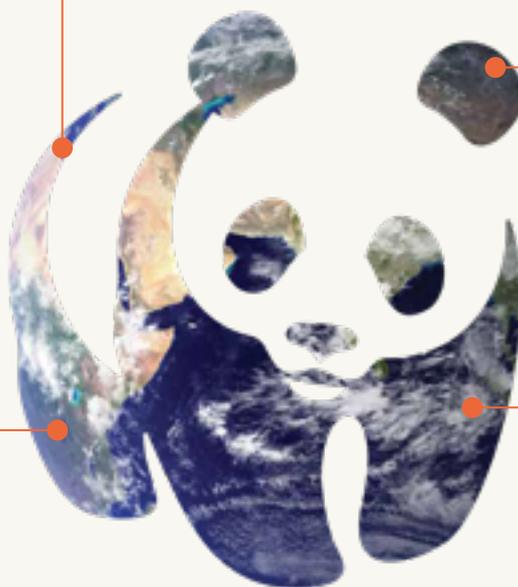
Sarah.VandenEede@wwf.be

+32 (0)2 340 09 82

Coordination: Gwendoline Viatour (WWF-Belgique)
Travail éditorial: Anne-Kirstine de Caritat (Springtime)
Graphisme & layout: Ben Timmers (Springtime)
E.R.: Antoine Lebrun (WWF-Belgique)

Mettre fin au commerce
illégal du bois et des
espèces sauvages

Soutenir une
agriculture saine
pour les humains
et la nature



Donner plus de
place à la nature

Agir pour le climat

	<p>Notre raison d'être Le WWF agit pour mettre un terme à la dégradation de l'environnement de notre planète et pour construire un avenir où l'humain vit en harmonie avec la nature. www.wwf.be/elections2019</p>
---	---